

*L'économie de l'Asie du Sud-Est*, par Lê Thành Khôi. (Collection « Que sais-je », no 769). Un vol., 4½ po. x 7, broché, 128 pages. — Presses Universitaires de France, 108, blvd Saint-Germain, Paris, 1958

Camille Martin

Volume 34, Number 2, July–September 1958

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1000210ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1000210ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (print)

1710-3991 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Martin, C. (1958). Review of [*L'économie de l'Asie du Sud-Est*, par Lê Thành Khôi. (Collection « Que sais-je », no 769). Un vol., 4½ po. x 7, broché, 128 pages. — Presses Universitaires de France, 108, blvd Saint-Germain, Paris, 1958]. *L'Actualité économique*, 34(2), 328–330. <https://doi.org/10.7202/1000210ar>

nable d'admettre qu'il en sera de même dans l'avenir, et qu'ainsi, une fois rejetées les erreurs des années 1930, l'encouragement de l'immigration est parfaitement compatible avec le développement économique, et, en fait, ne fera qu'y contribuer.

Enfin, au dernier chapitre, l'auteur élève le débat: dans un exposé où l'esprit de finesse le dispute à l'esprit de géométrie, il nous livre une judicieuse philosophie de l'immigration.

Dans la préface de son ouvrage, l'auteur exprimait un vœu: que son livre soit utile. Ce vœu est certainement comblé. L'utilité de l'ouvrage n'est pas son seul mérite: elle lui vaudrait certes une large diffusion tant au Canada qu'à l'étranger. Le commentateur — un immigrant — ne professe pas pour les doctrines de Bentham et de Spencer un engouement tel qu'il n'ait pu trouver d'autre critère d'appréciation. Son adhésion totale aux développements de l'ouvrage est à la fois intellectuelle et affective.

Antoine-Élie Immarigeon

**L'économie de l'Asie du Sud-Est**, par LÊ THÀNH KHÔI. (Collection «Que sais-je», no 769). Un vol., 4½ po. x 7, broché, 128 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, blvd Saint-Germain, Paris, 1958.

En ce milieu du XXe siècle, la partie du monde asiatique que l'on appelle l'Asie du Sud-Est a pris une importance politique immense, du fait de l'éveil des millions d'hommes qui la peuplent à la conscience de leur destin et de leur solidarité dans la lutte pour l'indépendance et l'amélioration de leur niveau de vie.

Les habitants de cette myriade d'îles et de récifs coralliens qui semble être le résultat de l'éclatement de la pointe sud du continent asiatique, s'opposent par la diversité des peuples et des civilisations où trouvent place toutes les formes de croyances, d'organisation sociale et de régimes politiques, mais se rapprochent par une communauté de culture, qu'ont développée dès la préhistoire l'omniprésence de la mer et la nature du climat et des sols, lesquelles ont favorisé, autour de la culture du riz, une civilisation agricole commune.

Et aujourd'hui, c'est aux problèmes partout les mêmes de l'édification de l'État et de l'économie nationale et de l'amélioration du bien-être des populations que des gouvernements idéologiquement fort différents doivent s'attaquer par des techniques souvent identiques, mais selon une politique générale qui doit varier en fonction des cadres institutionnels.

L'ombre du paysan, écrit l'auteur, se projette sur tout le paysage asiatique. L'agriculture, en effet, occupe plus des deux tiers de la population active et maintient en existence plus de 80 p.c. de la population totale. Cependant, en raison d'une productivité insuffisante qu'expliquent non seulement le retard de la technique, mais aussi le caractère semi-féodal de la structure agraire, les revenus agricoles sont bas. La faiblesse de la production et des revenus, jointe à la forte densité de la population, conduit à un niveau de vie voisin de la misère. Depuis leur accession à l'indépendance toutefois, ces pays se sont efforcés d'améliorer la condition des masses rurales et de développer la production.

Non seulement l'agriculture en soi présente une importance essentielle pour l'Asie du Sud-Est, mais elle conditionne l'industrialisation, en libérant une main-

d'œuvre pour l'industrie et en élargissant le marché intérieur des produits manufacturés. Mais seule l'industrie permettra aux pays sous-développés de remédier au sous-emploi structurel, de pallier les effets des crises et des récessions, d'assurer l'élévation rapide du niveau de vie, le développement culturel des populations, l'indépendance économique et politique des États.

L'industrie actuelle se caractérise par la coexistence de formes traditionnelles artisanales à côté d'entreprises modernes à haut rendement. L'industrialisation de ces pays est une montée lente et pénible qui est amorcée toutefois. Les progrès seront fonction non seulement de l'importance des ressources naturelles, du capital et de la main-d'œuvre disponibles, mais aussi de l'état d'avancement général du pays, des connaissances techniques et scientifiques, de l'étendue du marché intérieur, de la situation de la balance des paiements et des cadres politique et social. En général, l'industrialisation ne porte encore que sur l'industrie légère. Les gouvernements attachent une grande importance à l'activité artisanale et aux entreprises propres à satisfaire la consommation intérieure. Les premières industries à créer sont celles des textiles, du papier, des engrais, des objets en caoutchouc. On prévoit toutefois déjà une industrie lourde aux Philippines, en Birmanie et au Viet Nam-Nord. Chaque État s'efforce de mobiliser les ressources et la main-d'œuvre nécessaires à l'industrie. Il convient cependant de souligner les dangers d'un développement industriel autarcique. L'étroitesse des marchés intérieurs impose des considérations de coûts et d'avantages comparatifs. Il semble que la méthode la plus rationnelle de développement de ces petits pays, soit la division du travail selon les aptitudes et les ressources de chacun, ce qui suppose une politique de coordination des plans nationaux en vue de l'harmonisation du développement économique.

La plupart des pays comptent principalement sur les sources internes de financement: recettes budgétaires, crédits bancaires dérivés de l'augmentation des dépôts et, dans une faible mesure, emprunts publics. La part prévue de l'aide extérieure (dons et crédits) n'est que de l'ordre de 8 p.c. dans les plans indonésiens et philippins et, s'il est vrai qu'un petit pays comme le Cambodge doit y recourir dans la proportion de 90 p.c., le cas est exceptionnel.

Comme tous les pays sous-développés, ceux de l'Asie du Sud-Est n'occupent qu'une place étroite dans le commerce international. Leur part n'est que de 4 p.c. du chiffre mondial. Ils exportent des matières premières et des denrées tropicales et importent des produits manufacturés. Ils sont débiteurs d'investissements internationaux. De là, la tendance au déficit structurel de la balance des paiements, les variations brutales des recettes de change, l'importance des importations tant au chapitre des investissements qu'à celui de la consommation, les sorties de fonds considérables pour le service de la dette extérieure et le transfert des dividendes des entreprises étrangères. Cette situation confère à la politique du commerce extérieur et du change, un rôle crucial dans la stratégie générale du développement économique.

Depuis leur indépendance, tous les États du Sud-Est asiatique ont élaboré des plans de reconstruction et de développement dont la nature et la portée

varient selon les aptitudes naturelles, le niveau technique, l'urgence des problèmes, le contexte politique et social de chaque pays. Jusqu'ici une bonne partie de l'effort a porté sur la création de l'infrastructure qui conditionne toute la croissance économique future, et comprend les transports et communications, l'irrigation et l'énergie, bases du développement agricole et industriel, ainsi que le «capital social» c'est-à-dire les écoles, les hôpitaux, les instituts de recherche.

Au terme de ces remarques, il convient également d'insister sur les facteurs sociologiques du développement, car pas de croissance possible, en dehors d'un milieu institutionnel et humain favorable. Pour remplir cette condition, les pays de l'Asie du Sud-Est devront consentir à de profondes modifications. C'est ainsi que la réforme agraire constitue une étape nécessaire dans la libération des forces productives, en détruisant un ordre social incompatible avec le progrès économique. Mais les populations devront rompre avec leurs comportements et leurs habitudes de pensée traditionnels.

Ce n'est que par une mobilisation idéologique en profondeur que les gouvernements pourront lancer les masses sur la voie de la croissance.

Camille Martin

**The Maritime Story** (A study in labor-management relations), par JOSEPH-P. GOLDBERG. Un vol., 6¼ po. × 9½, relié, 361 pages. — S. J. REGINALD SAUNDERS AND COMPANY LIMITED, Toronto, 1958. (\$8.50).

Peut-être parce que, jusqu'ici, les besoins urgents ont accaparé les bonnes volontés, on a été peu enclin à se retourner en arrière, pour retracer l'histoire des mouvements ouvriers. Il semble toutefois que le temps soit venu de faire une froide revue des événements troublants des débuts, et de les placer dans les nouvelles perspectives qu'ouvrent les formidables développements des dernières années, les changements significatifs dans la politique administrative et l'organisation ouvrière, ainsi que dans les relations avec les autorités gouvernementales américaines, enfin, le degré de stabilité auquel on est parvenu; car, après la longue période de plein emploi et de hauts salaires dont on jouit encore, une époque prend fin pour les mouvements ouvriers et une nouvelle s'ouvre.

Cet ouvrage est le premier d'une série destinée à faire revivre les principaux événements de la période écoulée, à signaler les nouvelles tendances, à replacer les événements dans le contexte de leur évolution à longue portée, à expliquer la nature du mouvement ouvrier américain et du système des conventions collectives. Certaines de ces études doivent se rapporter à la question ouvrière comme telle, tandis que d'autres doivent envisager quelques syndicats, compagnies ou industries en particulier, et mettre en évidence un thème ou un secteur d'intérêt spécial. Le présent ouvrage appartient à cette dernière catégorie.

Cette contribution à l'histoire des mouvements ouvriers enregistre la croissance du syndicalisme et des associations de propriétaires de navires, rappelle le rôle qu'ils ont joué dans les périodes difficiles des deux guerres mondiales, note les améliorations dans le statut du marin et l'influence exercée par les pouvoirs publics sur le transport maritime, enfin, rend hommage aux individus et aux organisations